

Perspectives

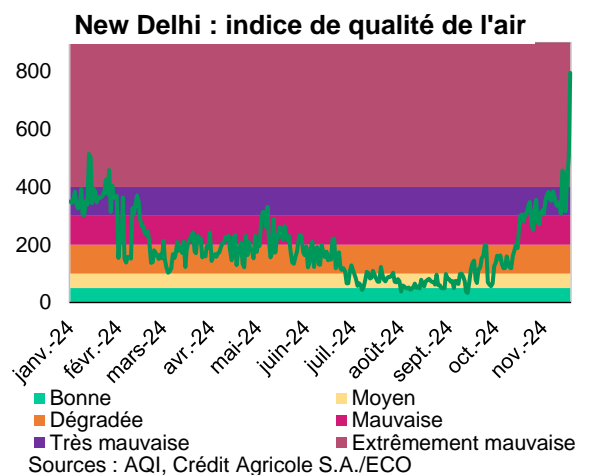
Apériodique – n°24/320 – 28 novembre 2024

Le point de vue

L'Inde rattrapée par les enjeux climatiques

Cela fait maintenant plus d'un mois que les habitants de New Delhi, la capitale indienne surpeuplée qui compte plus de trente millions d'habitants, suffoquent dans le piège de la pollution. L'indice de qualité de l'air a atteint des niveaux historiques, dépassant largement le seuil de 400, au-delà duquel toute sortie prolongée en extérieur devient dangereuse pour l'organisme.

Les hôpitaux de la ville ont aussi signalé une explosion des consultations pour des infections pulmonaires ou des difficultés respiratoires. La pollution tueait environ 12 000 personnes par an à New Delhi, ce qui représenterait 10% de la mortalité totale dans le pays. Les autorités, qui sont dans le déni, s'obstinent à affirmer que les données disponibles « ne sont pas concluantes pour établir une corrélation directe entre les décès et les maladies liées à la pollution de l'air ».



En cause, les incendies volontaires allumés par les agriculteurs du nord du pays, servant à éliminer les résidus restant après les récoltes et préparer les cultures suivantes. Des pratiques pourtant fortement déconseillées, en raison de leur lourd impact écologique, mais que les autorités ne parviennent pas à réguler. S'ajoute à cela la pollution provenant du secteur de la construction, de la combustion d'énergies fossiles et bien sûr du trafic automobile extrêmement dense.

Ces épisodes rappellent la vulnérabilité extrême de l'Inde aux enjeux climatiques. 80 des 100 villes les plus polluées du monde sont indiennes, et le pays figure parmi les plus exposés (septième) aux événements climatiques extrêmes, notamment liés aux précipitations (inondations ou sécheresse) et à la chaleur.

Exposition de l'Inde aux risques climatiques

Zone/événement	Inondation	Sécheresse	Cyclone
Nord	Élevé	Moyen	Faible
Sud	Élevé	Élevé	Élevé
Est	Élevé	Moyen	Élevé
Nord-est	Moyen	Faible	Faible
Ouest	Moyen	Élevé	Moyen
Centre	Faible	Moyen	Faible

Source : Council on energy, environment & water
[India's Climate Change Vulnerability Index | District-Wise Study \(ceew.in\)](https://www.ceew.in/)

Le long chemin de la transition

L'Inde est déjà le troisième émetteur mondial de gaz à effet de serre, mais a le taux d'émission par tête le plus bas des pays du G20. Malgré des efforts pour investir dans les énergies renouvelables, en particulier dans le solaire et l'éolien, **le pays reste fortement dépendant du charbon** (75% du *mix* énergétique en 2023), ce qui contribue aux émissions de particules fines et donc à la pollution. **Le pays s'est engagé durant la COP26 de Glasgow en 2021 à décarboner son énergie à 50% et à installer 500 GW de capacités d'énergie renouvelable d'ici 2030. Un pari ambitieux mais pas impossible** : en 2024, les capacités ont augmenté de 24,2 GW par rapport à 2023 pour atteindre 203,2 GW.

La transition passera aussi par le développement des

ventes de véhicules électriques, autre priorité des autorités. Ces dernières ont augmenté depuis deux ans, passant de 1,75% des ventes annuelles à 6,4% en 2023, mais encore loin du seuil de 30% que le gouvernement souhaite atteindre à horizon 2030. Pour l'instant, les ventes sont surtout concentrées sur le segment des deux roues, plus abordable pour les consommateurs indiens. Mais le secteur bénéficie d'une importante politique de subvention, visant à soutenir les achats de véhicules électriques, mais aussi le développement de capacités de production domestique, porté par le constructeur automobile indien Tata Motors, leader incontesté avec une part de marché supérieure à 70%

Le poids de l'agriculture

La photo de cette Inde moderne, développant à toute allure énergies renouvelables et transports propres, ne doit pas faire oublier son autre facette, celle d'un pays encore peu développé et majoritairement rural.

Or, les enjeux de la transition sont aussi étroitement liés à la question agricole, qui continue d'occuper une place centrale en Inde, où 64% de la population vit encore dans les campagnes.

Alors que le pays a dépassé la Chine en matière de population en 2023, **l'Inde est déjà confrontée à un stress hydrique très élevé dans certains États**, notamment de l'est du pays. Les rendements agricoles demeurent très en dessous de ceux des principaux producteurs de céréales, car le secteur, qui emploie encore 43% de la population, reste peu mécanisé, et dominé par des exploitations de très petite taille (un hectare en moyenne), majoritairement familiales, se rapprochant souvent de l'agriculture de subsistance. Or, l'enjeu de productivité est énorme, car le pays est très densément peuplé : la Chine dispose par exemple de trois fois plus de terres par habitant.

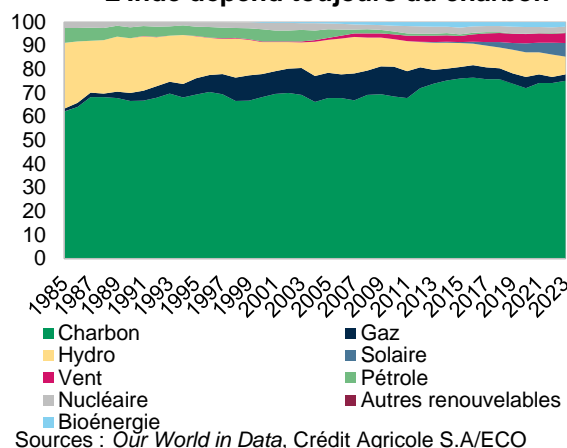
Surtout, **les récoltes dépendent fortement des moussons, dont la temporalité et l'amplitude sont de plus en plus aléatoires.** En 2023, la saison des moussons s'était conclue par des pluies en dessous des normales historiques, notamment dans l'est du pays, en raison du phénomène climatique El Niño. Cette année, l'Inde a au contraire bénéficié de l'influence de La Niña. La mousson d'été (juillet-septembre), qui compte pour 70% des précipitations totales dans le pays, a donc été plutôt satisfaisante, même si de grands écarts géographiques persistent.

La question des récoltes, et donc du prix des produits alimentaires, est au cœur de nombreux enjeux économiques. L'existence de mécanismes de garantie des prix agricoles et leur élargissement à un nombre plus élevé de cultures font partie des principales revendications des fermiers indiens. Leur colère avait provoqué des mois de manifestations en 2021 puis en 2024, à quelques semaines des élections générales à la suite desquelles le parti de Narendra Modi avait subi une lourde contre-performance, notamment dans l'État très agricole de l'Haryana.

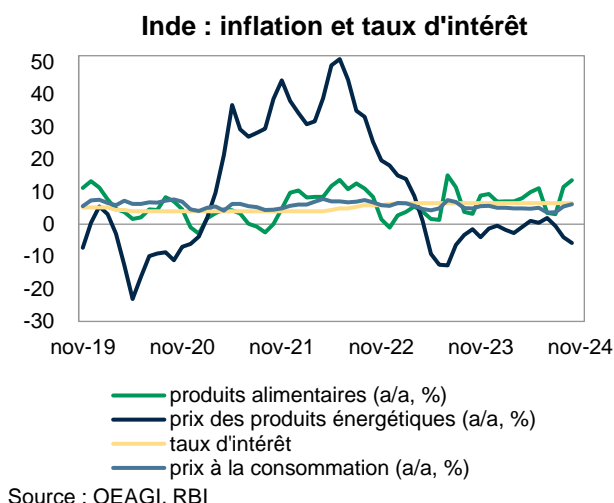
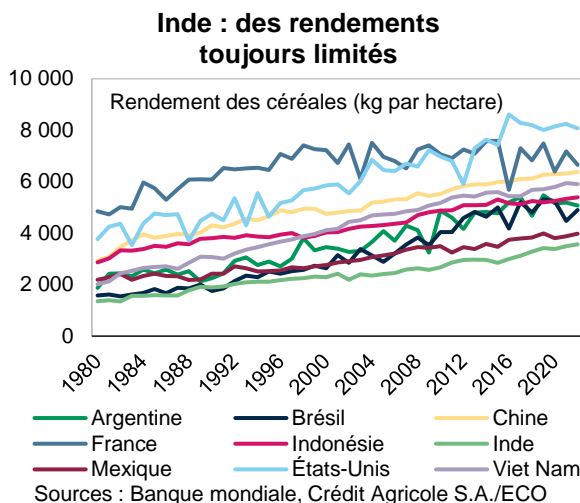
Les produits alimentaires dominent aussi largement l'indice des prix à la consommation (46% de la composition totale de l'indice). Dans le passé, des épisodes d'accélération des prix avaient d'abord été déclenchés par des pénuries sur les légumes TOP (tomates, oignons, pommes de terre), à la base de l'alimentation indienne, ou sur certaines céréales (riz et blé).

Le poids politique des prix alimentaires est également capital. En 1998, la forte hausse des prix de l'oignon avait ainsi coûté au *Bharatiya Janata Party* (BJP) les élections locales à New Delhi. Très volatils, les prix alimentaires compliquent la tâche de la banque centrale : jouer sur le taux directeur ou les injections de liquidités n'a que peu d'impact sur le prix des légumes et des céréales. Cette dernière envisage même

L'Inde dépend toujours du charbon



de ne cibler uniquement que la partie sous-jacente afin d'exclure les prix des aliments. En octobre, l'inflation a ainsi accéléré à 6,2%, poussée par le prix des produits alimentaires (+13,5%), légumes en tête.



✓ Notre opinion – La réalité climatique rattrape l'Inde et constitue peut-être le facteur de risque le plus important pour le pays. La pollution atmosphérique rend les villes de moins en moins vivables, notamment dans la capitale, New Delhi. Quant au dérèglement des précipitations, il plonge l'Inde dans une incertitude à chaque saison de mousson : quand arriveront les pluies ? Seront-elles suffisantes ? Trop abondantes et meurtrières ? Bien réparties sur le territoire ? Le poids de l'agriculture, l'influence des récoltes sur les revenus, les prix et donc la consommation des ménages marquent encore profondément l'économie indienne, et rendent donc la croissance potentiellement très volatile. Or, les événements climatiques extrêmes ayant un impact sur les récoltes se sont multipliés ces dernières années.

Dans ce contexte, la réponse des autorités est en demi-teinte : si l'accent a été mis sur les énergies renouvelables et le développement de la production et des ventes de véhicules propres, avec un certain succès, la lutte contre la pollution issue des autres secteurs, notamment de l'agriculture et de la construction reste encore trop limitée. L'attitude du gouvernement s'apparenterait même parfois à du déni, lorsqu'il s'agit de mesurer les conséquences de cette pollution sur la santé des Indiens, qui coûterait déjà environ dix ans d'espérance de vie aux habitants de New Delhi.

Sophie Wieviorka
sophie.wieviorka@credit-agricole-sa.fr

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
27/11/2024	Allemagne – La locomotive ne bouge pas	Zone euro
26/11/2024	Italie – La construction résiste, mais pour combien de temps ?	Italie
26/11/2024	Émirats arabes unis - Les défis du fédéralisme fiscal pour le pilotage stratégique de l'économie	Moyen-Orient
25/11/2024	France – Faut-il s'inquiéter de la baisse du climat des affaires en novembre ?	France
25/11/2024	L'Observatoire financier des entreprises agroalimentaires – Grains	Agri-agro
22/11/2024	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
21/11/2024	La Chine en ordre de bataille pour affronter la tempête Trump ?	Asie
20/11/2024	Moyen-Orient – Les États du Golfe ont-ils la bonne stratégie pour l'après-pétrole ?	Moyen-Orient
19/11/2024	Vietnam – Les IDE, carburant durable de la croissance économique du Vietnam ?	Asie
19/11/2024	France – Hausse du taux de chômage et des défaillances d'entreprises, pourquoi faut-il relativiser ?	France
18/11/2024	Allemagne – Scénario 2024-2025 : la croissance cale	Zone euro
15/11/2024	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
14/11/2024	Le nickel calédonien sur la corde raide	Métaux
14/11/2024	Asie – Trump 2.0, ou l'ère de la grande incertitude commerciale	Asie
14/11/2024	Hongrie – Enfin une bonne nouvelle pour Viktor Orban	PECO
13/11/2024	Croissance en Amérique latine – Un "survol" des prévisions du FMI	Amérique latine
12/11/2024	France – L'Insee met le paquet, avec des comptes nationaux "augmentés", une première	France
12/11/2024	Immobilier commercial en France – Situation et perspectives : les valeurs vénales des bureaux prime ont augmenté à Paris au T3 2024	Immobilier

Crédit Agricole S.A. — Études Économiques Groupe

12 place des Etats-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication et rédacteur en chef : Isabelle Job-Bazille

Documentation : Elisabeth Serreau – **Statistiques** : DataLab ECO

Secrétariat de rédaction : Sophie Gaubert

Contact : publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com>

iPad : application **Etudes ECO** disponible sur l'App store

Android : application **Etudes ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.